

LeDossier

Crise, confiance, participation:

Que reste-t-il de la démocratie?

SOIRÉE ANNUELLE

«Choueroute à gogo»

Vendredi 5 décembre dès 19h
à l'Hôtel Mirabeau p. 8

LE RENDEZ-VOUS

«La Revue de Lausanne»

au Pavillon Naftule à Bellerive
Le 19 novembre à 19h45 p. 11

L'INVITÉ

Nouvelle rubrique avec une
réflexion sur l'armée suisse
et nous p. 30

- La démocratie directe: luxe ou nécessité? p. 15
- Les leçons d'une virée aux Etats-Unis cet été p. 16
- La démocratie est-elle en crise? p. 19

ACTIFS AU COEUR DE VOTRE RÉGION

- Conseil immobilier
- Gérance et rénovation d'immeubles
- Courtage



Golay Immobilier

Grand-Chêne 2
1003 Lausanne
Tél. 021 341 01 01

Service location:
Tél. 021 341 01 10



golay-immobilier.ch

uspi^p vaud

SwissRéseau

DANIEL RUCH
ENTREPRISE FORESTIERE

ÉLAGAGE
GÉNIE
FORESTIER
BOIS-ENERGIE
TRANSPORT
STABILISATION
BIOLOGIQUE
TRAVAUX
FORESTIERS

www.danielruch.ch
021 903 37 27
1084 Carrouge(VD)

ADRESSE DE LA RÉDACTION

Cercle Démocratique Lausanne
Place de la Riponne 1
1005 Lausanne
IBAN CH43 0900 0000 1000 0763 3
www.cercle-democratique.org

RÉDACTION

Barry Lopez
redaction@cercle-democratique.org

CONCEPTION GRAPHIQUE

Art Direction
Gérard Lebet
g.lebet@art-direction.ch

IMPRESSION

Groux arts graphiques
Aline Zerr
Ch. de Rionzi 58
1052 Le Mont-sur-Lausanne
Tél. 021 641 61 46
a.zerr@grouxsa.ch
www.grouxsa.ch

PUBLICITÉ

Urbanic Régie publicitaire
Claude Froelicher
Avenue de Cour 74
1007 Lausanne
Tél. 079 278 05 94
claud.froelicher@urbanic.ch

TIRAGE

800 ex.
4 parutions annuelles

CHANGEMENT D'ADRESSE

À annoncer à:
cat.clerc@bluewin.ch

5

EDITO

8

SOIRÉE ANNUELLE

«Choucroute à gogo»

11

LE RENDEZ-VOUS

*Soirée à la Revue
de Lausanne*

13

Dossier

...QUE RESTE-T-IL
DE LA DÉMOCRATIE?

*Deux regards
complémentaires*



22

CŒUR À CŒUR

*Démocratie
ou Bürokratur?*

24

LES JEUNES ONT
LA PAROLE

*Lutter efficacement contre
l'étatisation rampante ...*

26

LA VISION
DU POLITIQUE

*Le monde change.
Et nous?*

28

DROIT AU BUT

*Transparence et protection
des données...*

30

L'INVITÉ

*Armée suisse:
entre désintérêt politique et
inconstance électorale*

32

LE REGARD LIBRE

*La voiture ne reflète plus la
même conception
de la liberté*

34

CLIC-CLAC

*Un beau début de soirée
au bar le 13^{ème} Siècle
et un très beau voyage au
lac de Constance*

36

LE CALENDRIER



INTERMANDAT

DEPUIS 1932

RÉVISION | FISCALITÉ | SERVICES EXTERNES



Vos experts

en révision, fiscalité et comptabilité sont à votre service depuis 1932 pour trouver la meilleure solution adaptée à vos besoins.

www.intermandat.ch

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Buttems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz
Féchy AOC La Côte
CHF 8.70 la bouteille

Offre spéciale carton de dégustation

5 x 70 cl.

Cave de la Crausaz Féchy

Féchy AOC La Côte CHF 43.50

5 x 70 cl.

Cave de la Crausaz rouge

Les Bourrons, assemblage CHF 43.50

5 x 70 cl.

Rosé La Crausaline

Pinot Noir CHF 45.00

Prix du carton

CHF 132.00

Je commande _____ carton(s) de dégustation livré(s)
à mon domicile pour la somme de 132.00 par carton
(uniquement en Suisse). Frais de livraison offerts
Nom : _____

Prénom : _____

Rue : _____

NP/lieu : _____

Tél. _____

Signature : _____

Sous réserve de changements

CDL

L'EDITO

par Coryne Eckert
Présidente du CDL



L'éducation... *la première étape vers la démocratie*

Education et démocratie sont étroitement liées. L'éducation au sein de la famille d'abord puis à l'école paraît essentielle pour former de futurs citoyens et pour préserver la démocratie. L'éducation à la citoyenneté démocratique fournit les connaissances et compétences nécessaires pour comprendre et agir dans une société démocratique. Et l'intégration de la démocratie à l'école se fait par des méthodes telles que des conseils d'élèves, des projets participatifs et l'apprentissage de la prise de décision collective.

Confort-lit

DEPUIS 1989

36
ans

Optimisez chaque m² **grace au lit rabattable**
confort la nuit, espace libre le jour



YVERDON
LAUSANNE
GIVISIEZ

Av. de Grandson 60
Rue St-Martin 34
Route des Fluides 3

024 426 14 04
021 323 30 44
026 322 49 09

confort-lit.ch

L'EDITO

Comme vous pourrez le découvrir dans ce dernier bulletin de l'année, des personnalités s'expriment et se questionnent sur les enjeux de la démocratie sous des angles différents.

Je ne doute pas que ce sujet vous interpellera et suscitera des discussions, parfois animées, en famille, entre amis ou entre collègues. Par les temps qui courent, soyons encore plus conscients de vivre dans un pays privilégié.

Passons maintenant à des sujets plus festifs que vous réserve Votre Cercle pour cette fin d'année. Deux dates sont à retenir absolument:

Le **vendredi 5 décembre** pour notre traditionnelle soirée annuelle à l'Hôtel Mirabeau où nous vous avons concocté un menu de fête. Que diriez-vous de déguster une choucroute royale à gogo entre terre et mer? Vous êtes tentés, alors on se réjouit de vous y retrouver très nombreux. Et vous serez bien accompagnés car, comme le savez, nous serons en pleine campagne pour les élections communales de mars prochain et vous aurez l'opportunité d'échanger ou de faire connaissance avec de nombreux candidats qui se feront un plaisir de se joindre à nous.

Mais avant cette soirée, nous vous proposons une soirée récréative à la Revue de Lausanne au Pavillon Naftule sur la Place Bellerive à Lausanne le **mercredi 19 novembre**. Une soirée où nous ressortirons certainement avec le sourire. A lire ci-dessous comment cette troupe nous décrit son spectacle.

«*Tout va bien.*»

Chaque année, le monde a l'air de partir un peu plus en vrille. Heureusement, Blaise Bersinger et la troupe de la Revue (re-)viennent mettre leur grain de sel dans tout ça.

Sketchs, personnages, musique, actualité : un mélange maison qui a fait de la Revue de Lausanne un rendez-vous incontournable de l'humour dans notre coin de pays.

Et inutile d'habiter Lausanne pour tout comprendre: l'actualité déborde largement les frontières vaudoises.

Voilà ainsi le programme des festivités pour cette fin d'année. Tout en vous rappelant que la saison du tir débutera le 13 novembre dans les locaux du Cercle. Avis aux amateurs qui seraient intéressés à participer. Vous serez toujours les bienvenus.

Et vous pouvez d'ores et déjà agender la première date de 2026 pour notre traditionnel «Petit Nouvel-An» le **samedi 31 janvier** dès 11h, toujours à l'Hôtel Mirabeau.

Et pour tous ceux que nous n'aurons pas l'occasion de croiser ces prochains mois et que nous savons néanmoins fidèles à notre Cercle, nous vous souhaitons une très belle fin d'année et nous nous réjouissons de vous revoir en 2026 pour de nouvelles aventures.

Bonne lecture et à très vite.

Hôtel Mirabeau, Av. de la Gare 31, Lausanne, dès 19h00

Soirée annuelle Choucroute à gogo!

vendredi 5 décembre 2025

19h00

Apéritif avec les vins du CDL



20h00

*Propos de bienvenue
de la Présidente du CDL*



Repas



*Avant le dessert,
tirage de la tombola
avec trois superbes lots*



Musique

Menu

(Tables de 6 à 8 personnes)

CHF **80.-**
par personne
(tout compris apéritif,
menu, boissons,
café)

Foie gras de canard des Landes,
brioche, garniture de saison

.....

**Choucroute au Riesling,
terre & mer**
servie au buffet

.....

Duo Yuzu
et mandarine combava

Vins de notre vigneronne
de Chardonne, Delphine Morel

.....

Fût de bière
Gewürztraminer AOC la Côte
Riesling-Silvaner, Graubünden AOC
Humagne de Vétroz AOC Valais

.....

Eaux minérales gazeuses
et non gazeuses
Café

Bulletin d'inscription

.....

**Inscription obligatoire:
au plus tard jusqu'au
jeudi 27 novembre 2025**

- par courriel: inscription@cercle-democratique.org
- par courrier postal à l'adresse suivante:
Catherine Clerc, Ch. de Pierrefleur 11, 1004 Lausanne

----- ✂

Nom:

Prénom:

Téléphone:

Adresse mail:

Nombre de personne(s):

Signature:

----- ✂

Payable sur le compte postal du Cercle Démocratique

Cercle démocratique

1000 Lausanne

CH43 0900 0000 1000 0763 3

Ou au moyen du code QR ci-après
(qui peut être « flashé » par votre téléphone portable)
avec l'application de votre banque
ou présenté au guichet de la poste pour paiement.



— GROUPE — **BUCHARD**



variovent sa

**VENTILATION - CLIMATISATION
RÉCUPÉRATION D'ÉNERGIE**

Route de Montpreveyres 21
CH-1080 Les Cullayes

Tél: +41 21 903 35 22
mail: info@variovent.ch

www.variovent.ch

fidal

Fiduciaire Lambelet SA

Fondée en 1925

- Vérification de comptes
- Comptabilité
- Conseils fiscaux

Maîtrise et performance

- Evaluation et conseils
en économie d'entreprise
- Expertises

Siège : Avenue Louis-Ruchonnet 15 - 1003 Lausanne

Succursale et courrier : Route de la Maladière 26 - 1022 Chavannes-près-Renens

Tél. 021 342 50 20 - Fax 021 342 50 39 - fidal@fidal-sa.ch



Membre de la Chambre fiduciaire



GREMPER SA

MAÎTRISE ■ FÉDÉRALE

Maison fondée en 1934

INSTALLATIONS SANITAIRES - FERBLANTERIE - COUVERTURE

Avenue d'Echallens 38
1004 Lausanne
www.grempersa.ch

info@grempersa.ch
Tél. 021 624 67 23
Fax 021 624 69 42

LE RENDEZ-VOUS

par Olivier Duvoisin
Commission culture



LA REVUE DE LAUSANNE



Prix spécial:
CHF 22.-
par personne

(la différence étant prise par le CDL)

MERCREDI 19 NOVEMBRE 2025
PAVILLON NAFTULE
Place Bellerive-Lausanne

Rendez-vous à 19h45 au Pavillon Naftule.

Inscription par mail à inscription@cercle-democratique.org.
jusqu'au mardi 11 novembre et paiement via le QR code
ou le compte postal CH43 0900 0000 1000 0763 3
Nombre de places limité à 30 personnes.



mayor

SANITAIRE - PULLY

Installations sanitaires
Service dépannage

CH - 1009 Pully
tél. +41 21 728 11 83
fax. +41 21 729 42 06
www.mayorsanitaire.ch
secretariat@mayorsanitaire.ch



AXOR



Nous
donnons
vie
à vos
imprimés

groux
ARTS GRAPHIQUES

Le Mont-sur-Lausanne | www.grouxsa.ch

Hôtel Mirabeau

LAUSANNE



L'hôtel est un des trésors méconnus de la ville. Situé à seulement 400 mètres de la gare et du métro de Lausanne, desservi par l'arrêt de bus qui porte son nom. Cet hôtel 4 étoiles propose 75 chambres au calme inattendu. C'est un havre de paix insoupçonné.

HÔTEL MIRABEAU

Avenue de la Gare 31, 1003 Lausanne
+41 21 341 42 43
contact@mirabeau.ch - www.mirabeau.ch

LeDossier

Crise, confiance, participation:

Que reste-t-il de la démocratie?





021 784 80 70



La passion du transport !

metraux-transport.ch

Le Vaudois

**Brasserie traditionnelle
Produits locaux de saison**

Place de la Riponne 1

1005 Lausanne

021 706 40 40

www.levaudois-sa.ch

7/7 jours | 7h-24h



Confiez

l'administration



de votre PPE,



villa, immeuble

à des professionnels



SICOSA SA - A votre service depuis 1955

Avenue Recordon 32 bis - 1004 Lausanne

021 624 40 45 - info@sicosa.ch

cei

uspi

Machines-Services - Bernard Thonney



**Vente et réparation de toutes
marques de tondeuses,
tronçonneuses, fraiseuses,
scarificateurs, débroussaileuses,
machines viticoles et communales.**

**Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com**



La démocratie directe: *luxe ou* *nécessité?*

Une démocratie sans droit d'initiative est une démocratie adolescente. Rousseau l'affirmait déjà : «Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée n'est point une loi». Dans une démocratie adulte, le citoyen ne se contente pas de déléguer son pouvoir. Il agit, il débat, il vote. Il n'est pas un client qui renouvelle son abonnement tous les quatre ans, mais un propriétaire attentif à la Cité qu'il habite.

Condorcet voyait dans l'éducation la clé de l'émancipation démocratique. Pi y Margall défendait le droit du peuple à faire et défaire ses propres lois. Ces idées restent brûlantes d'actualité. Longtemps, on a justifié la délégation totale du pouvoir par le manque de temps ou de formation. Aujourd'hui, le temps libre n'est plus un luxe réservé aux plus riches. Pourquoi alors continuer à tenir le peuple à distance ? Ce temps doit aussi servir à construire la Cité. Chez les Grecs, l'homme libre se consacrait d'abord aux affaires publiques. Chercher à s'enrichir au-delà du nécessaire y était même mal vu. Nous avons inversé cet ordre.

Le pouvoir, s'il n'est pas partagé, corrompt même le plus vertueux des hommes. Le politicien n'est pas un guide, mais un représentant. Comme un avocat, il conseille, mais la décision revient au client. Être élu n'est pas un privilège

permanent, c'est une mission temporaire. Déléguer n'est pas renoncer. Le peuple doit pouvoir questionner, corriger, valider.

Certes, la démocratie directe n'est pas sans risques : **désinformation, populisme, remise en cause des droits fondamentaux.** Mais faut-il pour autant infantiliser le peuple ? En 2024, au Missouri, Montana, Arizona et Nevada, les électeurs ont voté majoritairement pour Trump, mais aussi pour maintenir le droit à l'avortement. Ils ont su distinguer les enjeux, décider en conscience. Le peuple est capable de voter avec discernement.

La démocratie directe n'est pas une menace. Elle est une exigence. Elle oblige à écouter, à équilibrer, à faire confiance. Elle redonne au citoyen sa place au centre de la Cité.

Ce dossier spécial prolonge cette réflexion avec deux regards complémentaires : Olivier Meuwly interroge la crise démocratique à sa racine, entre perte de sens collectif et excès d'individualisme, en s'appuyant sur les travaux de Marcel Gauchet. Jonas Follonier, lui, revient d'un voyage aux États-Unis avec des leçons concrètes pour la Suisse, comparant nos deux modèles à travers le prisme du terrain. Deux contributions pour penser, ensemble, ce que pourrait être une démocratie adulte.



► **Jonas Follonier**
Rédacteur en chef
du mensuel
«Le Regard Libre»

Les leçons d'une virée aux Etats-Unis cet été

De mon reportage dans cinq Etats américains avec des collègues du *Regard Libre*, prolongé par un itinéraire en solitaire dans le delta du Mississippi, je retiens quatre enseignements pour la Suisse et sa démocratie.

Il n'est pas rare que l'on parle des Etats-Unis en Suisse avec une certaine condescendance. A raison ou à tort? En juillet, j'ai eu l'occasion d'aller voir par moi-même, en sillonnant cinq Etats avec trois collègues du *Regard Libre*, puis en prolongeant le voyage seul en Louisiane et dans le Tennessee. De cette immersion, je retiens notamment quatre leçons pour la Suisse et sa démocratie.

Première leçon: une réalité plus apaisée que ce qu'en disent les médias

Vus depuis nos rédactions, les Etats-Unis semblent frôler la guerre civile permanente. Les médias suisses et européens insistent sur les tensions entre communautés, l'extrême polarisation entre républicains et démocrates ou encore les violences liées aux armes à feu. Or, une fois sur place, ce climat anxiogène s'éva-

pore en grande partie. Cet écart entre le vécu sur place et l'image que l'on se fait du pays en lisant les journaux rejoint ce que décrit l'auteur français François-Henri Désérable dans *L'Usure d'un monde (2023)* à propos de sa traversée de l'Iran:

«La plupart des articles sur les soulèvements qui avaient lieu depuis la mort de Mahsa Amini soulignaient que la peur avait **«changé de camp»**. Rien n'était plus faux. Elle avait peut-être gagné le camp d'en face, elle avait peut-être atteint le régime des mollahs, peut-être même que l'ayatollah Khamenei était pris de peur, à la nuit tombée, quand il se glissait sous les draps pendant que les rues du pays s'embrasaient, mais la peur, on a beau dire, **n'avait pas changé de camp.** (...) Une autre idée reçue, c'est que ***l'Iran, fin 2022, était à feu et à sang.*** (...) La vérité,

c'est que les manifestations étaient si brèves, si vite réprimées qu'on pouvait tout à fait mener sa vie sans rien en voir.»

Certes, nous avons croisé devant la Maison Blanche un militant du mouvement MAGA («**Make America Great Again**») arborer sur son T-Shirt une comparaison entre les gays et les animaux. Et une politologue de la capitale a à peine caché son mépris pour **les fly-over states**, ces Etats centraux que les résidents des côtes se contentent de survoler. Mais le sentiment général qui s'est dégagé de notre périple est celui d'un quotidien marqué par la coexistence et la civilité. L'une des raisons de cette situation est que les Américains ne parlent quasiment pas de politique en dehors des années présidentielles.

Deuxième leçon: des valeurs communes à (re)cultiver

Historiquement, la Suisse et les Etats-Unis se sont inspirés l'une de l'autre. L'architecture constitutionnelle helvétique a emprunté certains éléments à l'Amérique des Pères fondateurs, à commencer par son système parlementaire bicaméral, tandis que la démocratie directe suisse a fasciné des générations d'intellectuels américains et inspiré des modèles encore en vigueur dans plusieurs Etats.

Au fil du temps, les trajectoires se sont distancées. Contrairement à la Suisse, les Etats-Unis ont choisi la voie de **l'hyper-présidentialisme**, de l'hégémonie géopolitique et la mondialisation de son modèle. L'évolution des deux pays se caractérise toutefois par certains défauts communs, comme la hausse démesurée du poids de l'administration et du pouvoir central. Les «**sister republics**» continuent également de reposer malgré tout sur trois mêmes piliers: le fédéralisme, le travail et la liberté.

Le fédéralisme américain, avec ses cinquante Etats dotés d'une large auto-



Dans les rues de Lafayette, Louisiane, chef-lieu de l'Acadiane.

nomie, rappelle la souplesse de notre propre système, où les cantons disposent de compétences étendues.

L'éthique du travail est également centrale dans nos deux pays. En Suisse, elle s'érode parfois au profit d'une logique de confort et de redistribution. Or, l'exemple américain montre combien cette valeur peut dynamiser une société.

Enfin, **la liberté reste un mythe commun**, même si elle prend des formes différentes. Aux Etats-Unis, les libertés d'entreprendre et d'expression sont plus marquées, mais beaucoup d'actes qui paraîtraient anodins en Suisse ne sont pas autorisés, comme le fait de consommer ou même de trimballer une bière dans l'espace public. Cela nous amène au point suivant.

→ p. 18

Troisième leçon: une culture du paradoxe pas si ridicule

Les Etats-Unis frappent par leurs contrastes: **richesse et pauvreté extrêmes cohabitent** à quelques rues d'intervalle, l'individualisme côtoie le conformisme et **le royaume de la pornographie est aussi celui de la pudibonderie**. Cette omniprésence de contrastes dont personne là-bas ne semble particulièrement gêné peut choquer l'œil européen, mais c'est

là oublier que tout pays est paradoxal, au même titre que toute personne.

Il apparaît alors que les Etats-Unis ont le mérite de ne pas feindre d'être cohérents sur toute la ligne. **La culture de l'essai et de l'erreur**, intimement liée à l'esprit pionnier et entrepreneurial, n'y est sans doute pas pour rien. Peut-être gagnerions-nous en Suisse et en Europe à abandonner un peu de notre esprit de sérieux pour reconnaître enfin certaines de nos extravagances, avant de pouvoir éventuellement les traiter.

Quatrième leçon: une importation des mauvais codes

Reste enfin **la question des influences culturelles**. Sur le Vieux Continent, il est de bon ton de se lamenter sur l'américanisation des pays européens. Il vaut cependant la peine de **réfléchir aux codes que nous importons** et à ceux que nous n'importons pas. Car il semblerait bien que cette sélection soit particulièrement mauvaise.

En effet, nous importons volontiers le pire des Etats-Unis, **des fast-foods au wokisme**. En revanche, nous délaissons souvent ce qui pourrait nous enrichir: **la jovialité, l'optimisme...** Cette mauvaise influence est regrettable et elle n'est pas tant due au pays modèle qu'à ce que nous voulons bien en reprendre.

Si la Suisse veut continuer d'incarner un modèle de stabilité et de liberté, elle doit garder vivante sa comparaison avec un pays fascinant qui ne saurait se résumer à sa présidence actuelle ou aux lieux communs à son sujet. Ce thème, et bien d'autres, seront déclinés début novembre dans **le numéro spécial «La Suisse et les Etats-Unis aujourd'hui» publié par Le Regard Libre**.



Vue sur le Lincoln Memorial depuis le Washington Monument.

La démocratie est-t-elle en crise?

© Adobe Stock + IA



► Olivier Meuwly
Vice-président du CDL

Cette question tourne en boucle depuis plusieurs décennies. Et maintenant que les Etats-Unis, longtemps chef de file des démocraties libérales de type occidentale, ont fini de s'aplatir devant Trump, elle a repris sa course infernale.

→ p. 21



Gaudard Energies

Av. des Boveresses 54 - 1010 Lausanne
+41 21 711 12 13 - info@gaudard.ch



DELPHINE MOREL

VIGNERONNE - ŒNOLOGUE
CHARDONNE

WWW.MOREL-VINS.CH

Pour votre publicité dans le
**BULLETIN DU CERCLE
DEMOCRATIQUE LAUSANNE :**

urbanic
Régie publicitaire

Avenue de Cour 74 - 1007 Lausanne
info@urbanic.ch - Tél. 079 278 05 94

elios
CONSULTING

contact@nicolasleuba.ch
www.eliosconsulting.ch

ricksan::loeffler
SANITAIRE CHAUFFAGE
LAUSANNE BALLAIGUES

Tél. +41 21 625 04 88
info@ricksan-loeffler.ch
Martinet 10, 1007 Lausanne
Planches 21, 1338 Ballaigues
www.ricksan-loeffler.ch

Mais la question est-elle bien posée? ***N'est-ce pas le propre de la démocratie de vivre dans une crise permanente?*** En réalité, si la démocratie connaît une crise, c'est plutôt dans ses modes opératoires, surtout représentatifs. C'est ce qu'a bien compris **le philosophe français Marcel Gauchet** qui aurait dû venir nous en parler le 3 décembre prochain, mais que la maladie a retenu à Paris. Espérons que ce n'est que partie remise...

Pour *Gauchet*, nos démocraties n'ont pas perçu qu'elles perdaient le contrôle de leurs récits structurants, n'ont pas saisi que les individus qui les peuplent sont foncièrement déstabilisés. ***Une réponse classique renvoie les causes de ce phénomène à l'économie, à la mondialisation, au néolibéralisme.*** Cette facilité de raisonnement, *Gauchet* la réfute sèchement. ***Il préfère se concentrer sur l'individu***, qui a cru en la promesse de liberté que les années 60 ont poussé à son paroxysme. De fait, l'autonomie dont cette promesse se prétendait garante a débouché sur une horizontalisation extrême des rapports sociaux. Mais cette libération de toute contrainte, de toute force extérieure, n'était qu'une illusion. Elle n'a fait que sublimer l'instant présent, dans lequel l'individu se mire narcissiquement, à ses risques et périls.

Cet individu persuadé de sa toute-puissance, cajolé par une démocratie qui se noie désormais dans une opposition entre jouissance de ses droits imprescriptibles et croyance dans **la supériorité présumée de la souveraineté populaire**, n'a pas seulement rompu les amarres avec la religion. Il s'est isolé en niant l'histoire, ce fardeau dont il se réjouissait de se libérer pour mieux se soustraire à la dynamique du progrès, au nom de son

bien-être immédiat. C'est ainsi que *Gauchet* explique l'émergence de la tentation sur le repli national.

Tant pis si cette émergence est accolée à ***l'infâmante étiquette populiste***, précise-t-il. Car la diffusion du principe national est ravageuse et rappelle tout simplement que l'individu ne peut être autonome s'il est dépourvu d'un sentiment d'appartenance. Tétanisé par l'invisibilisation du «tout derrière les parties», il se met à douter, il chancelle. La nostalgie qui semble poindre parfois de la fausse sécurité que certains croient associer aux régimes autoritaires ***transforme la démocratie en sa propre caricature***, nourrie plus que de dogmes moralisateurs.

Le verdict de *Gauchet* est cruel: ***le politique s'efface derrière la politique, l'histoire derrière le présent, la socialisation derrière l'individualisation.*** La crise de la démocratie, ainsi analysée, échappe en réalité à la sempiternelle accusation de fascisme que la gauche aime proférer pour dénoncer des dysfonctionnements dont elle ne veut pas voir qu'elle est l'un des ressorts, à l'instar des autres forces politiques.

Alors quelle solution? *Gauchet* est longtemps resté prisonnier d'une défense presque intégriste de la démocratie représentative, dont il décrivait finement les errances tout en scrutant en elle la seule réponse au problème posé. Dans son dernier ouvrage (*Le nœud démocratique. Aux origines de la crise néolibérale*), paru en 2024 chez Gallimard, il entrouvre toutefois une porte vers une démocratie de type référendaire. Ce virage ravira les Suisses. ***Je suis pour ma part convaincu que notre système constitue la seule parade au déclin démocratique.*** Mais ne nous leurrions pas: rien n'est jamais acquis; la critique que propose *Gauchet* de l'essoufflement du processus démocratique nous concerne aussi.



CŒUR À CŒUR

par Dr Eric Rochat
*Ancien Conseiller aux Etats
Commission Santé & Social*

Démocratie ou *Bürokratur?*

Le « vivre ensemble » nécessite un certain nombre de règles. A ces seules conditions, la liberté de chacun n'excédera pas celle des autres. Le foisonnement des directives nous interpelle chaque jour un peu plus, la règle n'étant désormais qu'une fin en soi, sans relation avec son but premier. Mieux, son raffinement, la perfection des contrôles qu'elle implique et la multiplication des intervenants stipendiés indispensables à son application confinent au cauchemar et font rêver d'une autre, démocratique, libérale, pourquoi pas.



Quelques exemples tirés de notre quotidien:

Quelques joyeux gymnastes thurgoviens se déguisent innocemment en Peaux-Rouges lors du cortège de la Fête Fédérale de Gymnastique: scandale public et plainte déposée pour «appropriation culturelle»! A quand les dénonciations des hommes qui se déguisent en femmes dans les gay-prides?

L'anniversaire du bébé de deux ans, séquestré en institution, tombe cette année le vendredi suivant l'Ascension. La maman n'a pas le droit de la voir car l'institution a ses jours fériés supplémentaires et édicte un calendrier privé de ses longs weekends.

Lorsque je dinais, petit, chez ma grand-tante, agricultrice à Renens-Village, le refrain m'était connu. Quand je tardais à vider mon assiette: «si tu ne la finis pas, je donne tout aux cochons»! Réalité car le boîton était de l'autre côté de la terrasse! Aujourd'hui, c'est péché capital, il faut jeter tous les restes alimentaires aux ordures; il est particulièrement interdit d'en nourrir les porcs! Epidémiologie? «cochonophagie» analogue à l'anthropophagie? bio, végane ou bourgeon? Non, sûrement l'invention d'un fonctionnaire qui, deux ans avant sa retraite, veut laisser sa trace dans l'historiette du bureau.

Quelques électriciens de mes amis se réunissent et voyagent pour rendre service: adapter le réseau d'une maternité, sécuriser l'éclairage d'une école, que sais-je encore. Ils perçoivent des dons pour leur engagement, dons versés sur un banal compte en banque suisse. Le gérant les informe il y a peu qu'il va leur falloir trouver une autre banque. Ils font plusieurs tentatives, en vain. Renseignements pris, transférer quelques milliers de francs dans un pays «suspect», entendez l'Afrique, l'Amérique du Sud, les Républiques de Centre-Asie, transférer cet argent représente un vrai risque d'image pour les banquiers suisses et aucun ins-

titut bancaire n'a, ni l'audace, ni l'autorisation d'ouvrir un tel compte. A ce jour, la Confédération et les cantons ne savent même plus où verser leur obole: ce n'est pas grave, les pauvres se passeront d'électricité et nous aurons appliqué à la lettre le règlement qu'il nous a plu d'édicter!

Idem pour les réfugiés ukrainiens qui ne demandent qu'à travailler mais auxquels le Canton de Vaud soustrait immédiatement de son subside le 80% du salaire obtenu, ceci dès le premier jour. Vous iriez bosser, vous, pour ne rien gagner de plus?

Je passe sur les élucubrations de ce Folamour de professeur du CHUV qui affirme dans 24 Heures que l'intelligence artificielle sera bientôt bien plus compétente que les proches et le patient lui-même pour décider – ou non – du décès programmé de ce dernier! Il faut imposer la lecture du Meilleur des Mondes à cet étudiant de première année.

Le meilleur pour la fin. Le Château de Chillon a vécu plus de neuf siècles dans la fumée des cheminées ouvertes, dans les flammes fuligineuses des bougies de suif et les bois secs entassés à proximité des foyers. Pour l'ECA (Etablissement Cantonal d'Assurance contre l'Incendie) ce risque n'est plus tolérable dès 2024: les bougies sont interdites, les LEDS seuls autorisés et le nombre de convives strictement limité, non à la taille des salles mais aux algorithmes calculés par leurs experts désincarnés. Lors du repas des aînés du 3 septembre à St-Légier, c'est 100 personnes au moins qui seront privées de participation, parce que l'ECA, lui encore, trouve trop étroites les immenses portes qui donnent sur les pelouses entourant la salle.

«Deux choses sont infinies: l'Univers et la bêtise humaine. Mais en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue» A. Einstein.



LES JEUNES ONT LA PAROLE...

par Philippe Lörtscher

Président des Jeunes Libéraux Radicaux Vaudois

Lutter efficacement contre l'étatisation rampante de la société

La crise du COVID 19 a fait sauter le tabou de l'intervention de l'État. Jusqu'alors généralement mal perçue, elle est devenue désirable. Pourtant, malgré une action étatique de plus en plus étendue, les mécontentements persistent. Loin de proposer une énième politique publique contribuant à faire gonfler une administration pléthorique. Et si la réponse résidait en un retour à certains fondamentaux: un État svelte garant des libertés fondamentales, une modération de la frénésie législative et réglementaire, ainsi que l'attractivité du travail?

Briser le mythe de l'État providence

Ces vingt dernières années, les dépenses publiques ont explosé dans le Canton de Vaud à la mesure que la majorité de gauche a mis en œuvre de plus en plus de politiques publiques dépensières. Cette expansion massive de l'État providence sans réflexion sur son financement a plongé le Canton dans une crise des dépenses publiques. Le budget 2026 présente 331 millions de francs de déficit. Si le Conseil d'État n'avait pas décidé de couper 305 millions et de prélever 493 millions sur la fortune de l'État, le déficit aurait dépassé le milliard de francs.

L'économie vaudoise, bien que performante et en bonne santé, n'arrive tout simplement pas à croître suffisamment pour couvrir l'ensemble des dépenses consenties. Les personnes physiques sont également fortement mises à contribution. Dans un canton où la charge fiscale est parmi la plus élevée de Suisse, le consentement à l'impôt repose sur des bases fragiles. Il est temps de sérieusement remettre en question le mythe de l'État providence totipotent. L'État n'a pas vocation à jouer le rôle d'assurance CASCO complète prémunissant contre l'ensemble des risques de la vie. Il en va d'une part du consentement à l'impôt, mais également du risque de voir la dette exploser sur le dos des générations futures. Une redéfinition du périmètre de l'État et de ses tâches est absolument nécessaire afin de calmer la grogne contre une imposition trop élevée et une action publique inefficace.

Nul n'est censé ignorer la loi

Si ce principe au fondement de toute société démocratique pouvait encore valoir au XIX^{ème} siècle, il est aujourd'hui dépassé face à l'explosion de lois et d'ordonnances. Il en résulte que le citoyen

n'est plus en mesure d'adopter, même de bonne foi, un comportement conforme à la loi. Confronté à une administration lourde, impersonnelle et se contentant d'appliquer aveuglement des normes de manière incompréhensible, le citoyen se retrouve souvent désarmé. Cette étatisation rampante de la société s'oppose avec vigueur aux intérêts des citoyens souhaitant simplement pouvoir exercer librement leur activité et jouir de leurs biens sans que l'État ne se mêle en permanence de ce qu'ils font.

Les parlements cantonaux et les délibérants communaux peuvent ici jouer le rôle de frein. Il faudrait cependant pour cela que les députés et conseillers se dotent d'une discipline personnelle leur imposant de se réfréner de déposer des textes à tout bout de champ demandant une intervention de l'État. En effet, ils contribuent en première ligne à occuper une administration toujours grandissante afin de leur répondre et de mettre en œuvre les (fragments de) politiques publiques qu'ils soulèvent dans leurs interventions.

Redonner son attractivité au travail

Dans un État providence fortement bureaucraté, travailler pour gagner un franc supplémentaire est fortement découragé par des prestations sociales généreuses et des entraves administratives trop lourdes. Au risque de terminer dans une situation analogue à celle de la France, il est temps de rendre le travail plus attractif. L'orientation vers la formation professionnelle en lieu et place du «gymnase par défaut» couplée à un allègement massif de la fiscalité, permettrait certainement de faire évoluer la situation dans une direction permettant d'éviter la situation que connaissent nos voisins de l'autre côté du Léman.



LA VISION DU POLITIQUE

► Isabelle Moret
Conseillère d'État
Cheffe du Département de l'économie,
de l'innovation, de l'emploi et du
patrimoine



Le monde change.
Et nous?

Le monde que nous connaissons il y a quelques années encore n'existe plus. Nous entrons au pas de charge dans une nouvelle ère. Les crises ne se succèdent plus : elles se superposent. Franc fort, tarifs douaniers, prix de l'énergie, concurrence internationale exacerbée, nouvelles règles fiscales, inflation réglementaire. Ces crises mettent à rude épreuve les nerfs des entrepreneurs vaudois que je rencontre.

A lors que d'autres pays injectent des milliards pour soutenir leur industrie et la recherche, la Suisse taille dans ses budgets et ne veut pas entendre parler de politique industrielle. Nous continuons d'appliquer nos bonnes vieilles recettes qui nous ont si bien réussi jusqu'à présent. Mais les règles du jeu changent vite et brutalement. Il suffit de regarder le monde autour de nous. Nous avons mené une délégation économique en Chine en juin dernier avec une vingtaine d'entrepreneurs vaudois. Impressionnant! **D'atelier du monde, la Chine devient un centre gigantesque d'innovation.** L'empire du milieu qui pèse un tiers de la production industrielle mondiale en représentera la moitié en 2040.

La question que nous devons ici collectivement nous poser est simple : les conditions-cadres du canton de Vaud et celles de la Suisse sont-elles toujours suffisantes et adaptées pour assurer à nos entreprises de rester compétitives et de préserver les emplois ?

Pour ma part, je vois trois priorités. Investir sans relâche dans l'innovation et la formation. Challenger et rebooster si nécessaires les conditions-cadres. Combattre l'inflation réglementaire.

Au sein de mon département, nous nous sommes fixés comme objectifs d'anticiper et d'accompagner les entreprises.

En trois ans, nous avons injecté plus de 120 millions de francs dans l'économie vaudoise. Ces soutiens ont permis d'accompagner la transition numérique des PME, de renforcer le tissu industriel, de développer un tourisme plus durable et d'encourager les entreprises qui innovent pour faire face aux grands défis.

Les résultats sont là. Malgré un contexte tendu, le PIB vaudois continue de croître, plus vite que la moyenne nationale. Cette résilience est notre force.

Le canton de Vaud dispose d'atouts uniques. A commencer par la diversité de son tissu économique qui va de la PME à la multinationale, en passant par ses huit parcs d'innovation qui hébergent plus de 760 entreprises et 8400 emplois. Sans oublier **les start-up vaudoises, qui ont levé plus de 500 millions de francs en 2024**, soit une hausse de 13 % alors que les investissements reculaient au niveau national. Quatre jeunes pousses du canton figurent même dans le top 10 suisse, dans des domaines aussi stratégiques que les sciences de la vie ou les technologies durables.

Ces succès ne doivent rien au hasard. Ils sont le fruit d'une stratégie claire. Avec la révision de notre politique d'appui au développement économique (*PADE 2026+*), nous voulons répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises. Avec la stratégie économique 2050, que nous présenterons l'an prochain, nous préparons les grandes transitions : intelligence artificielle, durabilité, employabilité dans un contexte de pénurie annoncée de main-d'œuvre et de transformation du marché du travail.

Le monde change et vite. Face à la montée des incertitudes, il me paraît essentiel de travailler ensemble à la construction d'un avenir prospère. L'État doit jouer son rôle de facilitateur, créer les conditions-cadres qui permettent d'investir, d'innover, de produire. Mais la prospérité de demain repose aussi sur l'énergie des entrepreneurs, des chercheurs, des travailleurs qui font battre le cœur économique de notre canton.

Dialoguons, débattons, innovons, et parfois disputons-nous s'il le faut. Mais avançons. Le monde change. **À nous de faire en sorte que le Canton de Vaud reste une terre de prospérité, d'innovation et de confiance.**



DROIT AU BUT

par Pascal Nicollier

Orientation juridique du Cercle Démocratique



Transparence et protection des données...



... un équilibre sous haute tension

Pas de démocratie sans une certaine transparence de la part des pouvoirs publics. Mais ce droit du citoyen à l'information ne doit pas non plus s'exercer au détriment du principe, non moins essentiel, de la protection des données personnelles. Les collectivités publiques sont régulièrement amenées à faire des arbitrages entre deux éléments essentiels de l'État de droit moderne. Dans l'administration, les exemples se sont multipliés, illustrant la délicate pesée d'intérêts entre accès aux documents officiels et préservation du secret, de la vie privée ou de l'intégrité des acteurs impliqués.

Transparence: une présomption de publicité

La loi vaudoise sur l'information (*LInfo*) consacre le principe de transparence en proposant un accès élargi aux documents officiels détenus par les services publics, favorisant ainsi la libre formation de l'opinion et le contrôle démocratique. Cette présomption bénéficie à toute personne qui sollicite renseignements, documents ou comptes publics, quels que soient son statut ou sa motivation. Par principe, cette démarche n'a pas à être motivée, sauf en cas d'atteinte possible à des intérêts privés ou publics supérieurs, démontrant ainsi une logique d'ouverture et de contrôle citoyen.

Les limites imposées par la protection des données

Ce principe de publicité rencontre néanmoins des restrictions lorsqu'il est confronté à la protection des données. Les lois spécialisées, comme la loi sur la protection des données personnelles (*LPrD*), précisent que l'accès peut être refusé, masqué ou différé dès lors que des intérêts publics ou privés prépondérants sont en jeu. Les informations touchant à la sphère privée, au secret commercial, ou contenant des données personnelles sensibles ne peuvent être divulguées sans un examen approfondi des circonstances et, souvent, une anonymisation préalable. Ainsi, un Conseil communal n'a pas à fournir les coordonnées privées de ses membres, car rien ne justifie que l'intérêt de transparence l'emporte sur la protection de ces données.

La pesée d'intérêts: rôle central du juge

Les jurisprudences démontrent tout l'art de la difficile balance des intérêts à faire et la motivation des choix correspondants. Dans les litiges relatifs aux contrats passés entre l'État et des parte-

naires privés, ou concernant l'accès à des données d'organismes publics délégués, il est souvent demandé à l'autorité de préciser concrètement en quoi la divulgation serait dommageable. La solution la plus fréquente consiste à proposer un accès partiel, par caviardage des éléments sensibles ou à différer la communication jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. Les tribunaux rappellent aussi que la publication d'une décision disciplinaire, même anonymisée, ne doit pas permettre d'identifier un individu; la protection de la personnalité reste fondamentale même face à l'exigence d'exemplarité ou de transparence.

Un équilibre évolutif et contextuel

Chaque cas requiert donc une approche nuancée, tenant compte de l'intérêt public du contrôle, de la nature des données en question et des risques d'atteinte à la sphère privée ou à la concurrence. Si l'accès est en principe ouvert, il ne doit devenir une sorte de «*fishing expedition*» ou servir à des fins étrangères au droit d'information. La possibilité d'une limitation est toujours interprétée de manière restrictive, et c'est à l'autorité qui refuse la communication de prouver la nécessité de cette exception.

La tension entre transparence et protection des données personnelles ne se résout pas par la primauté systématique d'un principe sur l'autre, mais par un subtil équilibre, constamment réévalué selon le contexte, la nature des informations demandées, et la solidité des motifs avancés pour refuser la communication, ce qui rend cette matière difficile à traiter pour les administrations qui y sont confrontées. La notion d'intérêt prépondérant constitue le pivot de cette balance, invitant chaque acteur administratif à justifier et documenter ses choix devant le citoyen et la justice. **La démocratie n'est pas un exercice facile...**



L'INVITÉ

Olivier Reymond

Animateur du blog «Livret de service»

Armée suisse: *entre désintérêt politique et inconstance électorale*

Ces derniers mois, ce n'est rien de dire que les questions de sécurité ont fait parler d'elles, en Suisse comme à l'étranger. Sur le continent européen, les nations se réarment rapidement, comme en témoignent la Pologne, qui investit désormais 5% de son PIB pour sa défense, l'Allemagne, qui va dépenser 106 milliards d'euros pour ses forces armées en 2026 et même notre voisin autrichien, traditionnellement sur la retenue sur cette question, et qui a malgré tout doublé son budget militaire depuis 2022. L'objectif des nations de l'OTAN depuis 2014 était de dépenser 2% de leur PIB dans leur défense. S'il a fallu attendre le début de la guerre en Ukraine pour qu'une majorité de pays tende réellement vers cet objectif, ce dernier vient d'être sensiblement rehaussé, à 3.5%. L'on parle d'acheter et moderniser de nombreux systèmes, de construire de nouvelles usines d'armement et d'augmenter les effectifs voire de remettre en service la conscription. Les dividendes de la paix, pour peu qu'ils n'aient jamais existé, ont définitivement été soldés.

Et en Suisse ? Eh bien... on avance à une allure suisse. Notre pays est l'un de ceux qui dépense le moins pour sa dé-

fense en Europe, soit environ 0.8% de son PIB. L'objectif est d'atteindre... 1% en 2032. L'objectif était initialement d'atteindre le pourcent en 2030, mais le Parlement s'est révisé après avoir réalisé qu'il n'avait pas réfléchi à la manière de financer tout cela. Oui, vous avez bien lu. C'est qu'en Suisse, 0.1% du PIB signifie en gros 800 millions de francs, ce qui n'est pas négligeable. Et comme le PIB augmente chaque année... En outre, les scandales et les démissions se sont enchaînés à un rythme inquiétant ces derniers mois: démissions du chef de l'armée, du chef des services de renseignement, du directeur d'Armasuisse et du commandant des Forces aériennes, surcoûts du F-35, difficultés de mise au point du drone Hermes 900, sans parler des différents logiciels, comme celui de la surveillance aérienne ou de la logistique de guerre, qui rencontrent des retards en série.

Comment en est-on arrivé là? Hypothèse: en Suisse, pendant près de 30 ans, les questions de sécurité n'intéressaient pas grand monde au Palais fédéral. Les nouveaux élus, que ce soit à l'exécutif ou au législatif, écopaient souvent d'une place jugée ennuyeuse à la Commission

de politique de sécurité ou au DDPS. Et, comme Parmelin l'a fait, on s'empressait de quitter cette place dès que l'occasion se présentait. L'armée était le plus souvent poliment dédaignée et vue comme une simple variable d'ajustement budgétaire dans laquelle piocher en cas de besoin. La droite faisait de grands discours disant qu'elle soutenait l'armée, mais en ne faisant rien d'autre que d'accepter tout ce qui émanait du DDPS, soit de bien modestes et incomplètes mesures. À gauche, plus simple encore: on refusait en bloc. **Dès lors, il n'est guère étonnant que notre outil de défense ne soit pas en bonne forme. Comment aurait-il pu en être autrement?**

Sur les questions de défense, nos élus n'ont ainsi guère été à la hauteur des enjeux et de leurs responsabilités. Au risque de vous décevoir, lecteurs, le vent n'a toujours pas tourné. **Mais le Parlement n'est pas le seul responsable, ici. Les électeurs sont également les artisans de la présente situation.**

En effet, les sondages ont pendant très longtemps indiqué que ceux-ci souhaitaient que les dépenses militaires soient réduites, ou restent au niveau qui était alors le leur, c'est-à-dire famélique. Et tout à coup, l'on s'indigne que l'armée soit en mauvais état... Comme s'il était possible qu'elle soit bien équipée dans tous les domaines sans bourse délier. Sans parler de ceux qui souhaitent l'abolir, ce qui paraît au mieux ridicule ou au pire suicidaire dans l'environnement géopolitique actuel, et empêche la réflexion de fond sur la refonte de notre outil de défense.

Dans la même veine, l'acquisition des Gripen a été refusée en 2014, au terme d'une campagne déplorable menée par Ueli Maurer et le reste de la droite. Ainsi, l'électeur a beau jeu de se plaindre aujourd'hui que le Conseil fédéral n'ait pas choisi européen pour moderniser les

Forces aériennes. Je serais l'un des sept sages, j'aurais bien de la peine à comprendre exactement ce que souhaitent mes concitoyens pour notre défense.

Entre désintérêt politique et inconstance des électeurs, ce n'est rien de dire que le DDPS n'est pas encore sorti de l'ornière. Mais quelques rayons d'espoir transpercent ce sombre constat. En effet, le nouveau Conseiller fédéral en charge du DDPS, Martin Pfister, fait preuve d'une transparence tout à fait louable sur les dossiers les plus problématiques. En outre, il s'est directement déclaré intéressé par le département, ce qui dénote de tous ses prédécesseurs récents. Il a également nommé des cadres issus du Contrôle fédéral des finances afin de remettre de l'ordre dans les dossiers, notamment auprès d'Armasuisse. Enfin, il a déclaré vouloir respecter le résultat du vote de septembre 2020 concernant le projet Air2030. Ce sont 6 milliards de francs qui seront dépensés pour acquérir les F-35, quitte à diminuer le nombre d'avions finalement commandés.

Transparence, cohérence et respect du résultat des urnes ne seront pas de trop pour restaurer la confiance, largement écornée, entre les citoyens et leur armée. Mais il faudra encore que les élus se réapproprient une certaine culture militaire, en s'informant et s'intéressant sérieusement à la question, ce qui ne se fait pas du jour au lendemain, afin de prendre des décisions cohérentes et structurées. Ce lien de confiance et ce «travail démocratique», autant de la part des élus que des citoyens, doivent impérativement être présents pour que la Suisse puisse espérer faire face avec un minimum de sérénité aux défis qui semblent se présenter dans les années à venir.

Retrouvez d'autres chroniques de l'auteur sur www.livret-service.ch



La voiture ne reflète plus la même conception de *la liberté*

Symbole d'émancipation, l'automobile incarne à la fois le mouvement, l'intimité et le pouvoir de choisir. Cependant, à l'ère du numérique et de l'automatisation, elle change de nature. Son évolution nous dit l'essentiel sur ce que nous sommes en train de devenir.

On y mange, on y chante, on y téléphone, on s'y informe. Certains y dorment, d'autres y font l'amour. La voiture est un moyen de transport, certes, mais pas seulement. C'est aussi un espace d'intimité, une résidence miniature que l'on emmène partout avec soi. La «bagnole» incarne ainsi, mieux qu'aucun autre objet moderne, la liberté individuelle. Pour combiner des usages aussi variés, les constructeurs doivent intégrer un grand nombre de technologies complexes dans un volume restreint. Ce qui en fait aussi l'un des objets les plus révélateurs d'une époque.

Aujourd'hui, la progression du moteur électrique réduit l'autonomie de la voiture, et la relative rareté des bornes de recharge, associée à un temps d'attente plus long qu'un plein d'essence, impose davantage de planification. La disponibilité et la flexibilité de la voiture s'en trouvent amputées, et avec elles, la capacité de l'automobiliste à improviser – essence même de la liberté. Or, derrière cette mutation largement commentée (et dont les contraintes se réduisent de jour en jour), deux autres évolutions plus discrètes dévoilent une transformation profonde de nos modes de vie.

L'automatisation nous déresponsabilise

De la généralisation de la boîte automatique à la voiture autonome, en passant par les aides à la conduite, l'histoire récente de l'automobile témoigne d'une quête de confort et de sécurité. Ces technologies réduisent la complexité de l'expérience d'automobiliste, limitent les erreurs humaines et offrent la possibilité de voyager sans effort. Elles rendent possible une nouvelle forme de liberté: celle de se consacrer toujours davantage à autre chose durant nos trajets, sans le stress de la conduite.

Toutefois, à mesure que la machine prend le relais, le conducteur se transforme en un passager de son propre trajet. Conduire, c'est choisir une trajectoire, doser une accélération, anticiper un virage. C'est un acte de responsabilité et un exercice d'attention. L'assistance croissante nous prive peu à peu de ce contrôle. Ainsi, la liberté s'érode non par contrainte extérieure, mais par l'abandon volontaire du geste qui faisait de nous les acteurs – et non de simples spectateurs – du voyage.

La connectivité met fin à la sphère privée

Autrefois, la voiture était un sanctuaire isolé, où l'on devenait momentanément un électron libre, à l'abri des regards. Aujourd'hui, elle est de plus en plus connectée: au GPS, à Internet, au constructeur, aux systèmes de sécurité et de maintenance. Elon Musk, figure excentrique au cœur de cette transformation, l'a résumé par une formule célèbre: **«Les Tesla ne sont pas des voitures, mais des ordinateurs sur roues.»**

Cette connectivité multiplie les services: navigation en temps réel, assistance, divertissement, diagnostics à distance... Elle enrichit l'expérience, mais elle transforme aussi la voiture en un maillon du réseau. Chaque déplacement, chaque arrêt, chaque vitesse sont mesurés, archivés, et analysés. La bagnole devient un terminal mobile qui transmet en continu des données sur son conducteur, lequel perd la possibilité de s'éclipser. Tout ce que l'on y fait ou presque – nos trajets, nos détours, notre vitesse, les musiques ou émissions que l'on écoute, les lieux que l'on visite, et nos conversations – peut désormais laisser une trace. Ce lieu autrefois opaque devient, comme le reste de nos objets, transparent.

Vers une liberté sous tutelle

L'automobile n'est plus ce petit «jardin secret» que l'on gouvernait en toute autonomie, mais une extension de l'infrastructure numérique, soumise aux contraintes qu'elle implique. Ses évolutions techniques reflètent un basculement plus général dans notre manière d'envisager la liberté.

L'économiste et historienne américaine Deirdre McCloskey, figure du libéralisme classique, défend une conception de la liberté fondée sur la responsabilité personnelle: un adultisme, dit-elle, c'est-à-dire la confiance accordée à chacun pour se diriger, faire des choix, prendre des risques et en assumer les conséquences. La voiture moderne, en troquant l'autonomie pour l'assistance, le contrôle pour le confort, l'isolement pour la connectivité, incarne un autre idéal de la liberté: celui de l'abolition des contraintes. Cette conception promet de nous délivrer de l'effort, mais au prix de notre souveraineté, en augmentant notre «temps libre» à mesure de notre dépendance, à la manière d'un parent attentionné qui, en prenant tout en charge, offre à son enfant davantage de loisirs. Qu'on l'aime ou non, la voiture contemporaine nous permet, tel un miroir grossissant, d'observer ce que devient l'individu: plus durable, plus connecté, mieux protégé, mais aussi moins maître de ses mouvements, de son chemin, de ses secrets.

CLIC-CLAC...



Du XIII^{ème} au XXI^{ème} siècle,...



... que de souvenirs

CLIC-CLAC...





À noter

ORIENTATION JURIDIQUE

Uniquement pour les membres du CDL
et par téléphone
Pascal Nicollier, tél. 021 944 42 42

COMMISSION SANTÉ & SOCIAL

santesocial@cercle-democratique.org

COMMANDE DE VIN DU CDL

Visitez la cave de Delphine et Jean-François Morel
à Chardonne (Rue du Village 20) le jeudi soir de 17h
à 19h, ainsi que le samedi matin de 10h à 12h d'avril
à décembre (sauf jours fériés).



Le Blanc, le Rosé et le Rouge du CDL à Fr. 14.-/bouteille

LE CALENDRIER

19.11.2025

*La Revue de Lausanne,
19h45, Pavillon Naftule
à la place Bellerive, Lausanne*

05.12.2025

*Soirée annuelle du CDL,
Dès 19h00, à l'Hôtel Mirabeau,
Lausanne*

31.01.2026

*Petit nouvel-an du CDL
De 11h00 à 14h00, à l'Hôtel
Mirabeau, Lausanne*

Dates du Tir 2025-2026

.....

*Les jeudis dès 19h dans les
locaux du CDL, place de la
Riponne 1, 1005 Lausanne*

13.11.2025

27.11.2025

11.12.2025 (arbalète)

08.01.2026

22.01.2026

05.02.2026

19.02.2026

05.03.2026

(tir de rattrapage éventuel)